



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 75

**Loi modifiant diverses dispositions  
législatives concernant l'abolition  
de la Société d'aménagement de  
l'Outaouais**

---

**Présentation**

Présenté par  
M. Claude Ryan  
Ministre des Affaires municipales

---

Éditeur officiel du Québec  
1993

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi modifie la Loi sur la Communauté urbaine de l'Outaouais pour lui accorder, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1993, la compétence en matière de promotion économique de son territoire, en vue de favoriser l'essor et la diversification de l'économie sur celui-ci. Il permet à la Communauté de créer un organisme à qui elle peut déléguer l'exercice de tout ou partie de cette nouvelle compétence.*

*Le projet de loi modifie également la Loi sur la Communauté urbaine de l'Outaouais pour mettre fin, le 1<sup>er</sup> juillet 1993, à l'existence de la Société d'aménagement de l'Outaouais. Il prévoit que la Communauté succède à la Société, et que cette succession peut être assumée en tout ou en partie par l'organisme de promotion économique créé par la Communauté.*

### LOIS MODIFIÉES PAR CE PROJET:

- Charte de la langue française (L.R.Q., chapitre C-11);
- Loi sur la Communauté urbaine de l'Outaouais (L.R.Q., chapitre C-37.1).

## Projet de loi 75

### Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'abolition de la Société d'aménagement de l'Outaouais

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** La Loi sur la Communauté urbaine de l'Outaouais (L.R.Q., chapitre C-37.1) est modifiée par l'insertion, après l'article 84.3, des suivants:

«**84.4** La Communauté possède la compétence de faire la promotion économique de son territoire pour y favoriser l'essor et la diversification de l'économie.

À cette fin, la Communauté peut notamment:

1° susciter sur son territoire l'implantation d'entreprises et la venue de capitaux et favoriser la réalisation de projets ayant un impact économique significatif;

2° promouvoir sur les marchés extérieurs les biens et les services produits sur son territoire;

3° établir des liens avec les organismes oeuvrant au développement économique de son territoire;

4° mettre sur pied des groupes de concertation sectoriels en vue d'établir les priorités d'intervention.

«**84.5** La Communauté peut créer un organisme de promotion économique pour lui déléguer, aux conditions qu'elle détermine, l'exercice de tout ou partie de sa compétence prévue à l'article 84.4. Elle lui alloue, aux conditions qu'elle détermine, les fonds nécessaires à l'exercice de cette compétence. ».

**2.** Le titre III de cette loi est abrogé.

---

**3.** L'article 239.1 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les première et deuxième lignes du premier alinéa, des mots « , la Société de transport ou la Société d'aménagement » par les mots « ou la Société de transport ».

**4.** L'article 260 de cette loi est modifié par le remplacement, dans les septième et huitième lignes, des mots « , de la Société de transport ou de la Société d'aménagement » par les mots « ou de la Société de transport ».

**5.** L'article 263 de cette loi est abrogé.

**6.** L'article 266 de cette loi est abrogé.

**7.** L'annexe B de cette loi est abrogée.

**8.** L'annexe de la Charte de la langue française (L.R.Q., chapitre C-11) est modifiée par la suppression, au sous-paragraphe *a* du paragraphe 3 de la section A, des mots « la Société d'aménagement de l'Outaouais, ».

**9.** La Communauté urbaine de l'Outaouais succède à la Société d'aménagement de l'Outaouais.

Elle peut faire assumer tout ou partie de cette succession par l'organisme qu'elle crée en vertu de l'article 84.5 de la Loi sur la Communauté urbaine de l'Outaouais édicté par l'article 1 de la présente loi.

N'est pas assujetti à la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières (L.R.Q., chapitre D-15.1) le transfert à l'organisme visé au deuxième alinéa, par la Communauté, d'un immeuble qui est dévolu à cette dernière par l'effet du premier alinéa.

**10.** La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1993.

---